

Schuman Paper  
n°783  
10 mars 2025

Alain FABRE

# L'Europe face à Poutine : Le réalisme doit-il avoir raison de la réalité ?

Dans la France de juin 1940, la défaite écrasante de son armée face à la Wehrmacht opposait deux lectures de la situation. L'une, celle du maréchal Pétain et de ses partisans, partant du constat de l'écrasante supériorité militaire des forces hitlériennes, plaidait pour l'armistice. L'autre, incarnée par le général de Gaulle, défendait la poursuite des combats aux côtés du Royaume-Uni, en se fondant sur leurs atouts importants, principalement les empires des deux Alliés. Surtout, de Gaulle avait saisi la dimension mondiale du conflit qui déboucherait inévitablement sur l'entrée en guerre des États-Unis dont « *l'immense industrie* » fournirait aux Alliés les moyens de la victoire. Un pari qui, dans l'état de semi-belligérance des États-Unis à l'époque, n'avait rien d'improbable. Bref, en juin 1940, le choix du réalisme et de la réalité ne signifiait rien d'autre que l'alternative tragique de la soumission au vainqueur ou de la guerre totale aux côtés des Alliés.

Dès la conférence de Munich en septembre 1938, le piège de juin 1940 était en place, en ouvrant la voie à un renversement d'alliances et aboutissant, en août 1939, au pacte germano-soviétique : la formule de Churchill du choix « *entre le déshonneur et la guerre* » l'exprimait clairement. Le déshonneur ne faisait qu'augmenter la probabilité et l'ampleur de la guerre.

Ce qui était vrai hier le reste de nos jours : le moment « Munich 1938 » est de retour en Europe. Depuis le début, Poutine a suivi, pour une large part, la stratégie et les procédés guerriers du Führer à partir de la réoccupation de la Rhénanie, en 1936 : l'annexion des Sudètes

ratifiée par la conférence de Munich constituait à la fois le point culminant et le dévoilement de la logique à l'œuvre dès l'origine. Dans la Russie post-soviétique, il y a eu les deux guerres en Tchétchénie, la guerre en Géorgie en 2008 et le conflit ukrainien tel qu'il se déroule depuis plus de dix ans, avec la « révolution de la Dignité » de la place Maïdan, suivie de l'annexion de la Crimée et de la conquête d'un tiers du Donbass, enfin l'entrée en guerre contre l'Ukraine, en 2022.

Si Poutine n'est pas Hitler, il partage avec lui un projet révisionniste d'abolition de l'ordre international en place à son arrivée au pouvoir. Dans l'un et l'autre cas, la guerre n'est pas le moyen de résoudre un conflit singulier, une dispute territoriale ayant épuisé les voies diplomatiques. Elle ne prend pas fin avec sa résolution : au contraire, elle se traduit systématiquement par l'encaissement d'une réalité, la conservation des territoires conquis, contre une promesse, celle de se limiter aux gains obtenus. Mais une fois satisfaite, la revendication précédente engendre la suivante, ce que le général de Gaulle avait bien montré, en 1961, après l'érection du mur de Berlin, et qui rend vaine d'avance, toute forme d'« *appeasement* » : [...] *A un certain point de menace de la part d'un impérialisme ambitieux, tout recul a pour effet de surexciter l'agresseur, de le pousser à redoubler sa pression et, finalement, facilite et hâte son assaut. Au total, [...], les puissances occidentales n'ont pas de meilleur moyen de servir la paix du monde que de rester droites et fermes.* »

Ainsi, dans une stratégie révisionniste, la guerre revêt un caractère permanent. Elle se double

## L'Europe face à Poutine : Le réalisme doit-il avoir raison de la réalité ?

---

d'une dimension intérieure qui l'érige en mode ordinaire de gouvernement : elle est la justification du caractère répressif et prédateur du pouvoir sur la société. Guerre permanente au-dehors, autocratie perpétuelle au-dedans.

La Russie, dans ses versions successives, autrefois tsariste puis soviétique, poutinienne à présent, se définit non comme une nation, mais comme un empire. Une nation a des frontières, un empire n'en a pas : il ne se conçoit que par leur caractère indéfini et leur extension permanente. La nation repose sur un principe d'unité qui organise les limites de son territoire mais aussi du régime politique qui la gouverne. Inversement, l'empire refusant toute limite territoriale trouve ainsi le fondement de l'illimitation potentielle de son pouvoir. Bien plus que les nationalismes, ce furent les impérialismes qui déclenchèrent les guerres totales du XXe siècle, même si les seconds invoquaient les premiers pour justifier leurs entreprises.

C'est bien l'un des problèmes fondamentaux auxquels l'Europe est confrontée depuis l'avènement de Vladimir Poutine.

En 1945, la défaite conduisit l'Allemagne à renoncer à l'empire et à faire le choix de la nation. Une option dont on a pu mesurer les effets décisifs en 1989-1990 quand l'Allemagne réunifiée a confirmé son acceptation de la ligne Oder-Neisse et renoncé, du coup, aux territoires perdus au-delà lors de la chute du IIIe Reich. Un choix que la Russie d'après la fin de l'URSS a récusé et dont on mesure tragiquement les implications dorénavant. Le renoncement de la Russie à l'empire au profit de la nation est probablement l'une des conditions essentielles de la résolution de sa crise d'identité provoquée par l'implosion de l'URSS et d'une paix durable sur le continent européen. Mais, sans le devoir de mémoire que les Allemands ont réalisé depuis Nuremberg en 1946, les Russes en seraient-ils capables, même après Poutine ?

Dans l'Europe de l'après-guerre froide, un quart de siècle de poutinisme montre bien que la question qui se pose n'est pas celle d'une rectification de frontières maladroitement tracées au lendemain de la chute de

l'URSS, mais bien la reconstitution d'un empire perdu à l'extérieur et la sanctuarisation de l'autocratie à l'intérieur. Aux yeux du régime poutinien, le tort de la Géorgie comme de l'Ukraine, c'est de vouloir un destin de nations démocratiques en cessant d'être les marches d'un empire autocratique.

Dès lors, après trois ans de guerre qui ont conduit à un gel de la ligne de front, et alors que prend corps le retrait du soutien, militaire et financier, des Etats-Unis à l'Ukraine, que peuvent faire les Européens ? Le défi désormais devenu impossible à éluder se révèle, avec le schisme américain, d'une importance historique sans précédent depuis la création de l'OTAN en 1949 : il se traduit d'abord par une rupture avec la politique traditionnelle suivie jusque-là, non seulement jusqu'au Président Biden, mais aussi, en quelque sorte, par l'Administration Trump I, dont le soutien aux Ukrainiens s'était manifesté en 2019, par la fourniture de matériel militaire – notamment des missiles antichars Javelin – au Président Zelensky.

Les États-Unis opèrent, surtout, un renversement d'alliance au profit de la Russie, lequel serait motivé, selon les observateurs, par le désir de la détacher de son « amitié illimitée » avec la Chine. La visite à Washington du Président Macron, le 24 février, en dépit de sa chaleur de ton, n'a pas permis de renverser le nouveau cours de la politique américaine : au moment même où elle avait lieu, les États-Unis s'associaient à la Russie, aux [Nations unies](#), pour voter contre l'Ukraine et les Européens, et annonçaient le même jour l'augmentation probable de 25% de droits de douane sur les importations européennes. Il en est allé de même pour la visite du Premier ministre britannique, Keir Starmer, le 27 février. Mais, surtout, le lynchage médiatique infligé à Volodymyr Zelensky, le 28 février, par Donald Trump et J.D. Vance, à la Maison Blanche, dans une scène digne du *Parraïn* de Francis Ford Coppola, entendait exprimer, sans la moindre équivoque, le caractère irréversible du nouveau cours de la politique européenne et internationale des États-Unis.

La violence de l'onde de choc a provoqué un sursaut indiscutable et salutaire des Européens. Lors de leur réunion à Londres, le 2 mars, de même qu'à Bruxelles,

Le 6 mars, les Européens ont manifesté leur prise de conscience de la nouvelle donne et leur [détermination à agir ensemble](#). L'émergence d'un effort militaire européen autonome semble prendre forme autour d'un noyau central d'États formé par le Royaume-Uni, la France, la Pologne et, désormais l'Allemagne, si l'on en juge par les déclarations du futur Chancelier, Friedrich Merz, selon lequel « *L'Europe doit atteindre l'indépendance vis-à-vis des États-Unis* », et qui a fait part de sa volonté d'inscrire dans le futur contrat de coalition un fonds de 200 milliards € pour accroître significativement les moyens de la Bundeswehr.

Le nouvel impératif stratégique auquel adhèrent, ou se résignent, les Européens doit, à présent, se traduire en actes, aussi bien dans le conflit ukrainien qu'à plus long terme, vis-à-vis de la Russie : à terme, la stabilité de l'Europe ne sera assurée durablement qu'en ramenant les Russes en Russie. Ses desseins impériaux ne cesseront pas avec le répit d'un cessez-le-feu. Il faut anticiper le risque de les voir s'étendre, d'ici deux à trois ans, ou même plus tôt, avant que les Européens aient atteint le seuil critique de leur réarmement, au moins aux États baltes en raison de l'importance des minorités russes, voire à la Pologne qui, avec l'Ukraine, constitue l'une des clés du contrôle de l'Europe.

Les Européens doivent être conscients qu'au cours des prochains mois, un arrêt des hostilités, en l'état actuel des choses, ne serait au mieux qu'un sursis. Dès lors, la ligne à suivre s'impose d'elle-même : doivent-ils se résigner, même sans naïveté, au réalisme de l'arrêt ou de la suspension des combats, scellant plus ou moins une capitulation devant le tsar du Kremlin, ou bien récuser d'avance le destin d'une Europe servile en choisissant la *virtu* romaine ? Une ligne d'action qui résulte, somme toute, de la réalité des données et des tendances objectives à l'œuvre, et qui leur permettrait de cesser de subir les rêves éveillés de l'impérialisme poutinien, comme l'a très clairement souligné le Premier ministre polonais, Donald Tusk.

Avec un rapport de force de dix contre un, des moyens militaires et financiers potentiellement illimités, l'indifférence aux vies sacrifiées, la conversion en économie de guerre d'un côté, des moyens importants

mais limités fournis par les Occidentaux, soucieux d'éviter un engagement militaire direct de l'autre, enfin, un peuple ukrainien luttant pour sa survie, épuisé par le conflit et, plus encore, par la parcimonie des moyens qu'on lui a consentis, l'armée russe n'a pas réussi, en trente-six mois, ce que la Wehrmacht avait obtenu en un mois et demi de *Blitzkrieg*, en 1940 en France : la capitulation du pays et la chute de son régime politique.

Depuis 2022 et, en réalité, depuis 2014, l'armée russe n'est parvenue qu'à obtenir la consolidation de la conquête de 18-20% du territoire ukrainien que ses milices occupaient déjà pour partie avant « l'opération militaire spéciale ». Elle fut incapable, en 2023, de contrer la chevauchée des milices Wagner et demeure impuissante à reprendre à l'armée ukrainienne les territoires conquis, en août 2024, dans la région de Kursk. Le grignotage de quelques kilomètres carrés sur la ligne de front n'est pas annonciateur de l'effondrement à venir de l'adversaire. Au contraire, ces derniers jours l'armée ukrainienne a démontré la solidité de sa résistance. Les experts militaires ne font pas mystère de l'incapacité de l'armée russe à venir à bout de l'armée ukrainienne, du fait de l'épuisement des matériels et du manque de munitions. Tout laisse à penser que l'économie russe, dont on rappelle couramment qu'elle ne dépasse pas la taille de l'Espagne, n'est pas en mesure de supporter indéfiniment l'effort que lui impose la guerre ukrainienne.

Depuis la Première Guerre mondiale, les guerres ne se limitent plus au choc des légions sur le champ de bataille ; elles mettent en jeu les économies et les sociétés. Et à ce compte-là, la supériorité européenne s'impose largement face à la Russie. Avec 2% de leur PIB et sans passage en économie de guerre, les Européens, Royaume-Uni inclus, consacrent déjà plus de 400 milliards € à leur défense. En Russie, les dépenses militaires atteindraient, en 2025, 130 milliards €, soit 6 à 7% du PIB, en progression de 23% par rapport à l'an dernier ; elles sont donc près de trois fois inférieures à celles des Européens. On peut ajouter à ces données quantitatives que la guerre n'a cessé de fragiliser l'économie russe, profondément dérégulée par les sanctions européennes et réduite à

## L'Europe face à Poutine : Le réalisme doit-il avoir raison de la réalité ?

---

écouler à prix bradés son pétrole et son gaz, alors que sa dépendance à l'égard de la Chine – pour ne pas dire sa vassalisation – de même qu'à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran - n'a cessé de croître. Autrement dit, si le temps a permis à l'armée russe de corriger les erreurs et les lacunes des premiers mois de son engagement, la prolongation du conflit joue surtout au détriment de la Russie, en contribuant à son affaiblissement croissant et, à terme, à son épuisement.

C'est la raison pour laquelle un cessez-le-feu, même garanti par les seuls Européens, avantagerait surtout la Russie qui, plus que l'Ukraine et ses soutiens, a besoin de délais pour consolider son contrôle des territoires conquis et refaire ses forces. C'était déjà la ligne de négociation russe lors des accords de Minsk I et II (2014-2015) que Poutine n'a jamais eu l'intention de respecter. Il en serait derechef ainsi si d'aventure le nouveau tsar obtenait des Occidentaux un « Minsk III » dont il escompterait, en outre, le renversement du Président Zelensky au profit d'un « Gauleiter » pro-russe. Certains ont imaginé qu'il puisse, maintenant que le désengagement américain est acquis, se prêter à la comédie d'une garantie européenne, mais ce serait très probablement en excluant la présence en Ukraine de forces militaires de l'OTAN. Mais pouvait-on vraiment croire que Poutine accepterait – ce que Gorbatchev avait refusé – que des soldats de pays membres de l'OTAN soient stationnés sur le même territoire que l'armée russe ? C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé très clairement à l'endroit des Européens réunis à Bruxelles, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

Ce que le sacrifice sans limites exigé des légions ne lui permettrait pas de gagner, Poutine entend l'obtenir par la capitulation des Occidentaux. La ligne russe est constante depuis 1994 et le [Mémorandum de Budapest](#) qui, en échange de la renonciation de l'Ukraine aux armes nucléaires stockées sur son sol, prévoyait déjà la garantie de son intégrité territoriale par la Russie, les Etats-Unis, les Européens et la Chine.

Un nouveau cessez-le-feu en Ukraine produirait ainsi les mêmes effets que les précédents. C'est pourquoi il ne saurait conduire à la tentation d'interrompre l'effort

militaire européen : d'abord dans sa composante industrielle avec la poursuite de sa montée en puissance qui constitue, en réalité, le véritable premier levier de la construction d'une défense proprement européenne, c'est-à-dire une alternative crédible et opérationnelle aux équipements acquis sur étagère auprès des industriels américains. Ensuite, avec la poursuite de la croissance des dépenses militaires dans les budgets nationaux. Celles-ci devraient viser d'ici deux à trois ans 3 à 3,5% du PIB, comme l'escompte le Président français, en raison de l'impératif en jeu. C'est la ligne qui semble prévaloir avec le Conseil européen extraordinaire sur la défense à Bruxelles, le 6 mars. En préalable à sa tenue, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a annoncé [un plan pluriannuel](#) de 800 milliards € sous forme de décompte des dépenses militaires dans le seuil autorisé de 3% de PIB de déficits, soit un effort annuel des Etats membres de 1,5% de PIB, et de prêts européens pour le solde. La « *Zeitenwende* », annoncée mais non concrétisée par le Chancelier Scholz, semble bien là et prend désormais une dimension européenne.

Mais la défense de l'Europe va, bien sûr, au-delà d'une accumulation de moyens. Les guerres sans fin du révisionnisme poutinien ne mettent pas seulement en jeu la différence écrasante de moyens dont disposent les Occidentaux, même limités à l'Europe, mais celle de la stratégie et de la volonté. Les conflits successifs d'un niveau suffisant pour sécuriser les gains territoriaux de l'armée russe ont été contenus jusqu'en 2022 au-dessous du seuil qui aurait déclenché une confrontation militaire directe avec les Occidentaux, lesquels pouvaient dès lors se contenter de s'opposer qu'une politique d'« *appeasement* ». Et, si « l'opération militaire spéciale » a provoqué, à la surprise de Poutine, le franchissement d'un nouveau palier de confrontation avec l'OTAN, celle-ci n'est toutefois pas allée au-delà d'une semi-belligérance, politique à laquelle s'est fermement tenue l'Administration Biden, malgré les appels pressants du Président Zelensky et que l'Administration Trump II a décidé d'abandonner.

Même privés du soutien militaire américain, les Européens ne peuvent renoncer à l'objectif ultime d'arracher l'Ukraine au poutinisme conquérant.

Brzezinski l'avait dit : *sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un Empire*. En la matière, la morale va de pair avec la stratégie : l'Ukraine commande tout simplement l'avenir, la sécurité et la liberté de l'Europe. A quel prix se relèverait-elle de sa soumission, fût-elle temporaire, au tsar de Russie ? Un régime territorial auquel il puisse être consenti, en contrepartie du sacrifice territorial, pourrait être inspiré de celui du statut de la RFA après 1945 : la démocratie libérale, la souveraineté et la liberté de l'Ouest ukrainien, consacrées par l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. Mais Poutine – et son nouvel allié Trump ? – accepterait-il que Kiev devienne maintenant ce que Berlin fut naguère, à savoir l'avant-poste de la liberté et des armées européennes ? Il est permis d'en douter.

Face aux guerres en chaîne de la Russie poutinienne, les Européens sont à nouveau confrontés au dilemme de la servitude ou de la guerre totale. Comme le rappelait Raymond Aron en 1951<sup>[1]</sup>, conjurer le risque de guerre totale nécessite d'assumer celui des guerres limitées. En l'espèce, il s'agit moins de ressources matérielles que « de courage et de foi ». La clé du destin européen réside dans la fermeté d'âme et la crédibilité des chefs, ainsi que dans la dissuasion de l'adversaire, même si elles n'exonèrent pas du devoir d'affronter les épreuves. Il est encore temps pour les Européens que Poutine soit convaincu qu'il fait face non à Chamberlain et à Daladier, mais à Churchill et à de Gaulle.

[1] Raymond Aron, *Les guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, 1951

---

**Alain Fabre**

Économiste et historien

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN  
ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.  
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2025

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.